

Initiatives ministérielles

L'an dernier, lorsque les néo-démocrates et le premier ministre de l'Ontario ont créé ce fonds anti-récession, le gouvernement fédéral n'a rien voulu savoir. Je suis convaincu que l'opposition libérale n'a pas dit alors au premier ministre Bob Rae qu'il avait eu une bonne idée. Au contraire, il l'a probablement critiqué. À ce moment-là, vous avez critiqué les néo-démocrates parce qu'ils augmentaient les dépenses. Maintenant qu'ils font l'inverse, vous dites qu'ils ne peuvent pas faire ça non plus. Faites-vous donc une idée. Le gouvernement néo-démocrate lui a demandé sa coopération l'an dernier lorsqu'il a lancé son programme de dépenses pour stimuler l'économie, mais le gouvernement fédéral a carrément refusé. L'opposition libérale en Ontario a fait de même.

Je pense que le premier ministre Bob Rae a lancé plusieurs appels aux gens d'affaires et qu'il a essuyé rebuffade sur rebuffade. Absolument. Je ne pense pas qu'ils veuillent coopérer. Il va quand même leur lancer d'autres appels. Et je crois fermement qu'il va réussir, si les autres partis arrêtent de faire les cyniques. Je ne pense pas que le projet de loi C-32 ait quelque chose à voir avec ce dont parlait le député et je félicite le Président d'avoir attiré l'attention de tous là-dessus.

M. Mills: Monsieur le Président, tout d'abord, le député m'a accusé d'être cynique lorsque je lui ai donné un exemple précis de la création éventuelle de 17 000 emplois. Puis, il a dit qu'il ne voyait pas en quoi le projet de loi C-32 avait un rapport avec la création d'emplois. Je ne peux pas croire qu'un député puisse tenir de tels propos. Si nous avions le plein-emploi dans notre pays, nous n'aurions pas une si grande ponction dans la caisse d'assurance-chômage et dans celle de l'assistance sociale. Bonté divine, la première question que le chef du député a posée à la Chambre des communes hier était celle-ci: «Que dire des 30 milliards de dollars qui sont consacrés aux prestations d'assurance-chômage et d'assistance sociale? Consacrons-les plutôt à une main-d'œuvre productive; ainsi, nous n'aurons plus à nous préoccuper du projet de loi C-32.» Le député n'écoute même pas son propre chef.

• (1100)

J'ai posé une question précise et sincère au député du Nouveau Parti démocratique. Je lui ai demandé d'aider à redonner du travail aux gens. Je n'étais pas cynique. Je lui ai donné un exemple précis, mais il s'est moqué de ma question. C'est pour cela que les gens pensent que cette Chambre ne fonctionne pas, et ils ont raison.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, le débat précédent est tout à fait révélateur. Selon moi, de ce côté-ci de la Chambre, nous faisons tout en notre pouvoir pour relancer notre pays et le remettre sur la bonne voie, mais soyons vigilants et n'oublions surtout pas qui est responsable de l'éclatement de notre pays. Ce sont les conservateurs d'en face qui sont à blâmer, et il faut surtout s'en rappeler.

Revenons à nos moutons. L'autre jour, j'ai lu l'article de tête du magazine *Time*, portant sur le malaise national que connaissent les États-Unis. Ce pays est littéralement en train d'éclater. Cela s'explique par le fait que, pendant bien trop longtemps, il a été dirigé par un gouvernement conservateur.

Je pense que beaucoup d'entre nous, même de ce côté-ci de la Chambre, iraient jusqu'à dire qu'il se peut que, sur une période de 100 ans, on doive parfois avoir un gouvernement conservateur, mais selon moi, l'histoire nous montre que lorsque le mandat d'un gouvernement conservateur dépasse quatre ou cinq ans environ, c'est beaucoup trop.

Si on prend le cas des États-Unis, il faut remonter aux années Reagan à compter de janvier 1981; c'est à ce moment là que les problèmes de ce pays ont commencé. La situation est maintenant catastrophique au point que George Bush, qui était très haut dans les sondages et qui profitait d'une cote de confiance de près de 90 p. 100 il y a un an, a vu cette cote baisser au-dessous des 45 p. 100. Qui aurait pensé il y a un an que George Bush pourrait être battu? C'est maintenant tout à fait possible. Je ne fais pas de prévision en ce sens, mais ce n'est pas exclu.

L'article de tête de ce magazine portait sur la très grave question du malaise américain et de l'éclatement des États-Unis. La même chose se produit au Canada. Le reaganisme n'a pas fonctionné aux États-Unis et le thatcherisme non plus au Royaume-Uni, et je tiens à vous dire que la politique économique de M. Mulroney ne donne pas de bons résultats au Canada également.

Les Canadiens savent pertinemment, et ils le disent tous les jours dans les cafés-restaurants et cela se reflète dans les sondages—au point que même les conservateurs ne peuvent le nier et ne peuvent certes faire fi de cette réalité—, que les choses vont extrêmement mal au Canada. Les gens cherchent des réponses. Ils n'ignorent pas que le gouvernement conservateur a causé en septembre 1984 un tort irrémédiable peut-être au Canada. Nous espérons que, si nous arrivons au pouvoir, nous pourrions redresser la barre, mais le gouvernement actuel continue de causer quotidiennement de graves torts au Canada.